

Communiqué du Bureau national du POI - 26 novembre 2021

Bas les pattes devant les peuples de Guadeloupe et de Martinique ! Halte à la répression !

Lundi 15 novembre 2021, la mobilisation générale a commencé en Guadeloupe. L'obligation vaccinale a été l'élément déclencheur, « la goutte d'eau qui fait déborder le vase ». La réalité en Guadeloupe, c'est : 30 % de la population vivant avec moins de 1 000 euros par mois, plus d'un jeune sur deux au chômage. Le système de santé, les infrastructures et les services publics sont délabrés : les coupures d'eau potable sont le lot quotidien.

Malgré la répression, la mobilisation s'étend : ce lundi 22 novembre 2021, la grève générale a commencé en Martinique.

Paniqués par la révolte, des élus locaux, pourtant soutiens de Macron, prennent leurs distances avec le gouvernement. Le président LREM de la région Guadeloupe indique par exemple : « *Cette grève n'est pas seulement due à l'obligation vaccinale, mais aussi aux nombreux problèmes que nous rencontrons (...). On ne peut pas obliger. Quand vous avez vécu le chlordécone, les sargasses et que l'on ne voit pas l'État bouger, vous perdez confiance : les gens n'ont plus confiance.* »

Ébranlé, le gouvernement n'en campe pas moins sur ses positions. Il maintient l'obligation vaccinale, ne répond rien aux revendications urgentes et à l'exigence d'ouverture de négociations. Avec le couvre-feu décrété par le préfet le 19 novembre 2021, et aujourd'hui par celui de Martinique, Macron et son exécutif veulent briser l'action de la population. De nombreux militants guadeloupéens du LKP, de l'UGTG sont poursuivis. Et pour mater la colère, Macron envoie le GIGN et le RAID.

C'est ce même gouvernement qui en France, pour des motifs prétendument sanitaires prolonge et aggrave sans cesse depuis près de deux ans l'état d'urgence et ses mesures d'exception. Exploitant les pires aspects anti-démocratiques de la V^e République, Macron, doté de pouvoirs exorbitants, multiplie les mesures de répression et les attaques contre toutes les libertés. Après sa

prolongation jusqu'en juillet 2022, le ministre Véran vient d'annoncer un nouveau durcissement du pass sanitaire. C'est ce gouvernement qui organise la chasse aux chômeurs, dans un pays où le nombre de travailleurs pauvres est passé de 8 à 12 millions sous le quinquennat de Macron. C'est lui qui, dans la continuité de ses prédécesseurs de gauche comme de droite, organise le saccage de l'école publique, le désastre dans les hôpitaux où 20% des lits sont fermés faute de personnels soignants. Et Macron, s'il est réélu, entend faire passer sa réforme des retraites, à laquelle il a été contraint de renoncer sous ce quinquennat du fait de la résistance de la classe ouvrière...

Du côté des partis politiques, c'est un soutien quasi unanime de la répression de l'État colonial en Guadeloupe. La droite n'a eu de cesse de dénoncer le « laxisme » du gouvernement, demandant plus de répression. À « gauche », Hidalgo prend fait et cause pour le « maintien de l'ordre » et le candidat du « pôle écologiste » à l'élection présidentielle, Yannick Jadot, trouve normal que l'État « engage des forces pour tenter de rétablir la paix »...

Une rupture nette avec tout ce concert écœurant de soutiens au pouvoir : la prise de position de Jean-Luc Mélenchon, qui condamne fermement la répression en Guadeloupe et exige la réintégration des personnels soignants suspendus.

Le POI soutient le combat des peuples de Guadeloupe et de Martinique.

Arrêt immédiat de la répression !

Bas les pattes devant les peuples et les militants de Guadeloupe et de Martinique !